



HAL
open science

La Casinca, sept villages corses en quête d'identité communautaire

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. La Casinca, sept villages corses en quête d'identité communautaire. [Rapport de recherche] Institut d'Etudes Politiques de Grenoble; Observatoire national des Politiques Culturelles. 2008, 15 p. halshs-03146555

HAL Id: halshs-03146555

<https://shs.hal.science/halshs-03146555v1>

Submitted on 19 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce document est un rapport qui a précédé une publication.

Référence du rapport:

Faure A., « [La Casinca, sept villages corses en quête d'identité communautaire](#) », Rapport pour l'Observatoire National des Politiques Culturelles, 20 p. (novembre 2007)

Référence de la publication:

Emmanuel NÉGRIER, Julien PRÉAU et Philippe TEILLET (sous la dir. de), *l'Intercommunalité culturelle en France*, Grenoble, Observatoire des politiques culturelles, février 2008

LA CASINCA, SEPT VILLAGES CORSES EN QUÊTE D'IDENTITÉ COMMUNAUTAIRE

Alain Faure

PACTE - Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Novembre 2007

LA CASINCA, SEPT VILLAGES CORSES EN QUÊTE D'IDENTITÉ COMMUNAUTAIRE

<i>INTRODUCTION GÉNÉRALE</i>	<i>3</i>
<i>1. LES SENTIERS DE ROME, DE LA PIÈVE ET DU COLLÈGE</i>	<i>3</i>
<i>A. 'LE GRENIER DE ROME'</i>	<i>4</i>
<i>B. LES DÉCHIREMENTS INTERNES.....</i>	<i>5</i>
<i>2. DES TOURNOIS TERRITORIAUX INÉDITS.....</i>	<i>6</i>
<i>A. LE PRÉALABLE GESTIONNAIRE DE LA SOLIDARITÉ.....</i>	<i>7</i>
<i>B. L'IMPOSSIBLE DÉLIMITATION DU PAYS.....</i>	<i>8</i>
<i>3. CULTURE, RÉCITS ET BIEN COMMUN.....</i>	<i>10</i>
<i>A. UNE ROUTE NATIONALE ET DES TOURISTES.....</i>	<i>10</i>
<i>B. LES ÉCHELLES DE LA CULTURE</i>	<i>11</i>
<i>CONCLUSION GÉNÉRALE</i>	<i>12</i>
<i>ANNEXE 1 : FICHE TECHNIQUE</i>	<i>14</i>
<i>ANNEXE 2 : MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE</i>	<i>15</i>

INTRODUCTION GÉNÉRALE

A partir d'une enquête par questionnaire adressée à tous les établissements publics de coopération intercommunale ayant opté en France pour des transferts de compétences dans le domaine culturel, l'Observatoire des Politiques Culturelles a sélectionné de façon aléatoire quelques communautés de communes situées en milieu rural afin d'engager en complément une enquête plus qualitative auprès de ses principaux responsables techniques, politiques et professionnels. L'objectif de ces enquêtes est de mieux comprendre la nature et la portée des priorités culturelles défendues à l'échelon intercommunal. La communauté de communes de Casinca, en Haute-Corse, figure dans la liste de ces territoires-tests. Ses 7500 habitants sont répartis sur sept communes : Castellare di Casinca (500 habitants), Loreto di Casinca (250), Penta di Casinca (2500), Porri (50), Sorbo-Ocagnano (750), Venzolasca (1350) et Vescovato (2300) (voir fiche technique en annexe 1).

Au terme d'une série de déplacements sur le terrain (méthodologie d'enquête en annexe 2), le présent rapport présente et ordonne les résultats tirés de cette enquête. Le propos est organisé en trois parties. La première partie s'intéresse aux fondations historiques du territoire et aux empreintes culturelles qui marquent les débats contemporains sur l'intercommunalité casincaise. La deuxième partie relate les jeux d'acteurs et d'institutions qui génèrent des interventions publiques et des controverses politiques à l'échelon de la communauté de communes et du « pays Voynet » qui l'englobe. La troisième partie enfin s'intéresse à la façon dont les acteurs argumentent les priorités publiques et les enjeux culturels. Ces trois parties s'appuient, sur le plan théorique, sur trois notions (les *sentiers de dépendance*, les *tournois d'action publique* et les *réécrits de politiques publiques*) qui font référence à des controverses académiques situées dans le champ des sciences politiques (cf la courte bibliographie en annexe 2). Une conclusion générale tente de mettre en équation la *quête d'identité communautaire* observée en Casinca en tirant une série d'enseignements à visée contextuelle et à portée plus générale.

1. LES SENTIERS DE ROME, DE LA PIÈVE ET DU COLLÈGE

« Comme tout Corse, j'ai un enracinement très profond ». C'est spontanément par ces mots que l'un de mes interlocuteurs a engagé la conversation, et c'est sur des questions d'événements mémoriels et de filiations politiques que le dialogue s'est achevé, après deux heures d'échanges passionnés et passionnants. La charge émotionnelle fut la même à plusieurs reprises lors des entretiens, me convaincant que l'étude ne pouvait faire l'impasse sur l'épaisseur et la prégnance de l'histoire en Casinca, c'est-à-dire sur une temporalité infiniment plus longue que les quinze années d'existence de l'intercommunalité étudiée.

Dans tous les témoignages recueillis, le passé des territoires est mobilisé sur deux registres entremêlés : à la fois comme une évidence pour décrire le fonctionnement du système politique local et comme une clef d'interprétation pour suggérer les évolutions à venir. Ce qui m'a posé un réel problème de décodage des enjeux en présence : les références permanentes au temps long brouillaient ma compréhension des enjeux contemporains, avec des récits allusifs ou trop fournis, des chroniques subtiles ou énigmatiques, des narrations personnalisées et souvent complexes. Aussi, pour faire face à cette surabondance de références historiques et symboliques, cette 1^{re} partie va d'abord chercher à éclairer la relation entre la culture et l'intercommunalité en traquant les *sentiers de dépendance* des acteurs rencontrés. Avec d'emblée une question d'école pour les sciences politiques : les empreintes du terroir (la famille, le village, les réseaux de pouvoir) pèsent-elles plus lourd que celles des institutions (la formation, le métier, les appartenances professionnelles) ? C'est sur cette énigme toute weberienne que débute l'enquête : mesurer la représentation que se font les acteurs de la coopération entre les communes et des programmations culturelles à l'aune des valeurs produites au sein d'une configuration territoriale qui, pour certains, selon

l'avis des personnes interrogées, serait vieille de quinze siècles... Deux fils rouges guident ce premier questionnement : le passé unitaire de la Casinca (sa *pieve*, ses édifices, ses villages perchés...) et les tensions internes qui balisent son histoire (l'urbanisation de la plaine, les élections cantonales, le collège...). On trouve déjà, dans cette double équation, les ingrédients d'une unité évidente mais chimérique, d'une identité commune mais pas vraiment communautaire...

A. 'LE GRENIER DE ROME'

Alors que le territoire étudié a été choisi de façon aléatoire et sur le seul critère des compétences culturelles prises à l'échelon intercommunal, les premiers entretiens ont d'emblée révélé une richesse patrimoniale exceptionnelle : la Casinca est en effet une *pieve*, c'est-à-dire une circonscription ecclésiastique (entre la paroisse et le diocèse) datant du XI^{ème} siècle, voire, pour certains chercheurs, de la période paléochrétienne. Le territoire a même connu une importante occupation humaine entre le I^{er} et le VI^{ème} siècle, avec des ports situés à l'embouchure des deux rivières qui l'encadrent (le Golo et le Fium'Alto). Ce point fait l'objet de recherches archéologiques en cours, qui sont rendues très difficiles par l'urbanisation d'un site (les Palazzi) qui était vraisemblablement le promontoire sur lequel les riches habitants prenaient résidence l'été (il y a un peu plus de quinze siècles...).

Dans les témoignages, la Casinca est toujours présentée comme un territoire « cohérent » : par sa géographie (entre deux rivières, en bordure de mer, sur un territoire de montagne qui va jusqu'à la crête d'un massif), par son économie (avec un verger en plaine florissant et réputé), par sa population aussi (être « de Casinca » fait immédiatement sens en Corse). Cette cohérence apparente est une première clé de lecture capitale, ce territoire est physiquement et humainement identifié à partir de repères précis : « les Romains disaient que la Casinca était le grenier de Rome » (mythe dont l'origine provient peut-être des exportations épisodiques de céréales à Pise au XIII^{ème} siècle), ses petits châteaux médiévaux (X^{ème}-XIV^{ème} siècle) ayant donné naissance aux villages qui ont accueilli avant Bastia un siège épiscopal et une *banca* (un tribunal) au XVI^{ème} siècle, la Casinca a longtemps été considérée sur le continent comme « le verger de la Corse », la célèbre Foire de Saint Pancrace est l'une des plus connues des foires traditionnelles en Corse (des travaux sont en cours concernant son ancienneté)...

Ce dernier élément condense deux caractéristiques omniprésentes dans les récits : la dynamique religieuse et la richesse économique de la Casinca. La Foire de Saint Pancrace est située sur la commune de Castellare di Casinca. Ce village médiéval possède une église romane et une ceinture de maisons dominées par une ancienne tour seigneuriale. La Foire se déroule chaque 12 mai à proximité de l'église éponyme, où sont conservées les reliques de Pancrace (jeune homme phrygien acquis au christianisme et décapité à Rome le 12 mai 304). C'est dans cette église que furent donnés les premiers sacrements et baptêmes, et ce fait historique alimente une controverse scientifique sur l'arrivée du christianisme en Corse. Contestant la datation tardive proposée par l'école « républicaine » (les représentants des services officiels), des archéologues de l'université de Corte (dont un étudiant en thèse originaire de la Casinca) font l'hypothèse que la Casinca est un territoire d'accueil précoce du christianisme. Ce débat débouche aussi sur la question d'une éventuelle voie romaine reliant Mariana à Aleria et dont la quatrième borne milliaire serait située près de l'église baroque de San Branca. Parallèlement, on apprend que Saint Pancrace est le patron des bergers, favorisant la connexion entre l'histoire religieuse et le dynamisme économique de la Foire. Pour compléter le tableau, des interlocuteurs rappellent qu'un « plan Terrier » a procédé à la fin du XVIII^{ème} siècle à un recensement soulignant que les communes possèdent simultanément des terres en montagne et dans la plaine, par tranche... Cette cartographie de la Corse lors du passage de l'île sous contrôle français mérite quelques explications : le Plan Terrier (cité par plusieurs interlocuteurs) est un document fiscal qui a déterminé l'état du foncier et a en même temps constitué un outil destiné à établir un plan de développement régional. Les géomètres du Roi, puis ceux de la République (car ce travail exceptionnel a été accompli de 1770 à 1795 et a traversé trois régimes : la Monarchie, le Directoire et l'éphémère

royaume anglo-corse) ont décrit le domaine, encore indivis, de la « commune » de Castellare et de Penta qui occupe la frange littorale, et le territoire des deux communautés (c'est-à-dire les zones autour des deux villages) qui étaient alors parallèles à la mer et non perpendiculaires comme aujourd'hui.

Au final, il apparaît que la représentation unitaire de la Casinca provient d'une superposition de récits sur plusieurs faits historiques et socio-économiques marquants : la présence romaine à Mariana, un périmètre diocésain (la piève), une quinzaine de châteaux médiévaux, une Foire annuelle, des vergers abondants dans la plaine... Ces *sentiers de dépendance* (placés dans les traces d'une possible voie romaine) suggèrent les frontières culturelles de la Casinca sur ses fondations patrimoniales. Mais lorsque l'on rapproche la focale temporelle à l'échelle de quelques décennies, le tableau paraît beaucoup moins homogène...

B. LES DÉCHIREMENTS INTERNES

L'impression d'unité sur le temps long est en effet contrariée par les tensions politiques qui semblent diviser la Casinca depuis une trentaine d'années. Les historiens décrivent un processus d'*incastellamento* à partir du XII^{ème} siècle qui a progressivement entraîné la formation des principaux villages qui constituent aujourd'hui les sept communes de la micro-région. Ces *castelli* ont attiré l'essentiel de l'habitat, à partir d'une architecture originale souvent placée en ellipse autour des châteaux. On retrouve ici un trait des communautés villageoises du littoral corse : ces dernières se sont volontairement éloignées de la mer pour se prémunir des invasions. Il faut ajouter qu'en Casinca, une partie de la plaine était composée de marécages et qu'elle constituait donc un dangereux foyer de maladies (le paludisme et la malaria). Dans le même temps cependant, malgré les problèmes liés au « mauvais air » de la malaria, les bergers descendaient des montagnes du centre de l'île pour trouver en Casinca un climat plus propice et de riches pâturages pour leurs troupeaux.

À la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, cette opposition entre *mare* et *monti* a connu un premier recul avec les grands travaux d'assèchement des marécages. La « terre commune » de la plaine a alors été réinvestie par chaque village pour l'accès à la mer qu'elle favorisait, notamment pendant la période estivale. Aujourd'hui, les communes (hormis Loreto et Porri) sont organisées en bandes parallèles s'étirant d'est en ouest selon un découpage littoral-plaine-montagne qui leur permet d'accéder à la plaine et d'avoir un débouché maritime. Fait remarquable (qui aura son importance par la suite) : la commune de Penta di Casinca a été dotée à cette époque d'un hameau (Folelli) qui n'était pas en continuité territoriale avec son village perché dans la montagne. Or un siècle plus tard, c'est sur ce hameau du littoral que se développe le principal pôle économique et résidentiel de la région, Folelli devenant à partir des années 70 un véritable centre de gravité démographique et économique pour la Casinca.

Au fil des témoignages, on découvre que le temps court des trente décennies écoulées est le théâtre d'épisodes politiques marquants qui troublent la représentation patrimoniale unifiée du territoire. Deux épisodes en particulier font l'objet de récits qui méritent une écoute attentive.

Le premier se situe à l'échelon cantonal. En Casinca, le périmètre du canton correspond parfaitement au découpage géographique, avec deux rivières et la mer pour frontières naturelles, et l'horizon barré par la chaîne montagneuse d'I Sant'Anghjuli qui culmine à 1200 mètres. Aux élections départementales, le mandat de conseiller général revient depuis la Libération à un représentant de la plus grosse commune, c'est-à-dire Vescovato. Cette tradition correspond aussi à un ancrage politique (les radicaux de gauche) et à l'implication d'une grande famille politique (les Filippi). La commune de Penta di Casinca, dirigée depuis la Résistance par les communistes, se présente toujours au premier tour et se désiste toujours au second en faveur du candidat de gauche (donc de Vescovato). Mais aux élections cantonales de 1977, le représentant de Vescovato est battu au second tour (« à la surprise

générale ») par un candidat de droite. Et six ans plus tard, ce dernier perd à son tour les élections contre un jeune communiste alors premier adjoint de Penta di Casinca. Celui-ci est ensuite élu maire de sa commune, et il est réélu très confortablement au poste de conseiller général six ans plus tard.

Ce changement électoral n'est pas anodin pour l'histoire de la Casinca : il bouscule durablement les équilibres politiques en désignant un nouveau conseiller général avant tout mobilisé sur les enjeux de développement économique de la plaine. Ce n'est pas seulement Vescovato qui cède le leadership à Penta di Casinca. C'est aussi l'avènement d'une zone artisanale (Penta étant la seule commune ayant fait adopter précocement un plan d'occupation des sols) qui attire en quelques années la totalité des nouvelles forces vives de la région. Le fameux hameau de Folelli, cette enclave dont la maison-mère est perchée dans un village fortifié, ne cesse de croître le long de la RN 189 depuis vingt ans. Et la stratégie de cette commune s'affirme en parfait phasage avec les politiques d'aménagement impulsées par le Conseil Général de la Haute Corse. La Casinca devient *de facto* un territoire à deux vitesses, avec dans la plaine une concentration urbanistique sur une petite zone, et dans la montagne des villages perchés toujours aussi magnifiques mais en inéluctable déclin démographique et économique.

La seconde rupture, plus symbolique, intervient dans le droit fil de ce déséquilibre socio-économique. En 1989, un nouveau collège doit être construit pour remplacer celui de Vescovato. Les communes de Vescovato et de Penta di Casinca se portent candidates, la seconde souhaitant que la construction se fasse sur le hameau en pleine expansion de Folelli. Suite à une lutte acharnée au sein du Conseil Général (qui est maître d'ouvrage), la localisation du collège est réaffectée à la commune Vescovato. Mais un vice de forme entraîne un nouveau vote, et c'est Penta di Casinca qui l'emporte d'une voix. La désillusion pour Vescovato est terrible et la tension reste, aujourd'hui encore, très perceptible dans les témoignages : Folelli, hameau sans passé, est définitivement devenu le centre névralgique de la vie casincaise... Jusqu'aux années cinquante, la plaine était seulement un lieu de production agricole, sur des terrains privés (sauf au mois d'août en raisons des dangers sanitaires causés par le paludisme). La tradition faisait que le littoral attirait aussi toutes les familles des villages l'été près des plages. En quelques décennies, la plaine devient l'espace qui donne un pouvoir considérable à un seul village, situé loin de la plaine (Penta di Casinca), mais qui possède, comme en atteste le Plan Terrier de 1800, la gestion du sol sur son hameau-enclave. Pour les six autres communes, la situation est très mal vécue. Comme le confie un interlocuteur désabusé, « c'est le grand malheur de la Casinca : les communes sont, à une exception près, très pauvres en foncier ».

Ces deux ruptures montrent que la profonde cohérence géographique, économique et patrimoniale de la Casinca paraît fortement contrariée, en quelques décennies seulement, par la compétition entre les deux plus grosses communes qui la composent. Or c'est dans cette période que se précisent les nouvelles orientations nationales et régionales sur la coopération intercommunale. Le paradoxe veut que la loi Joxe sur les communautés de communes arrive en Casinca au moment même où les deux communes-phares de Casinca se déchirent. Les fondations intercommunales sont alors le produit de ce paradoxe : victorieuse aux élections cantonales et terre d'accueil du collège, la commune de Penta di Casinca concède à celle de Vescovato, en guise de compensation, la présidence du modeste SIVOM qui regroupe cinq des sept communes sur des questions de traitement des eaux usées...

2. DES TOURNOIS TERRITORIAUX INÉDITS

Dans ce contexte historique contrasté, quelle est la place des politiques culturelles engagées à l'échelon intercommunal ? En consultant les documents officiels déposés en préfecture (ceux-là mêmes qui ont permis à l'Observatoire des Politiques Culturelles de sélectionner ce territoire comme terrain d'étude), il était apparu que la communauté de communes de Casinca avait opté, à sa création en 2002, pour des compétences culturelles sur

les équipements communautaires. Les entretiens menés sur le terrain permettent de comprendre que les enjeux de « territorialisation » de cette intercommunalité naissante n'allaient pas de soi, et que la question culturelle ne se posait guère, au départ, en termes de politiques culturelles. Mais la culture n'est pas absente des débats. Les deux principaux dossiers qui sont à l'agenda intercommunal de la Casinca (le traitement des déchets et la configuration d'un « pays Voynet ») montrent que la culture s'insinue en permanence dans les *tournois d'action publique*. Moins sur des objectifs d'excellence et de diffusion que sur des questions de valeurs et de croyances collectives.

A. LE PRÉALABLE GESTIONNAIRE DE LA SOLIDARITÉ

Personne ne se rappelle plus très bien les conditions d'apparition du SIVOM qui fut créé, dans les années 70, pour tenter d'aider les communes à mieux organiser la collecte des déchets. Les interlocuteurs se souviennent qu'il y avait en Casinca une Perception dont le syndicat mixte gérait le bâtiment. On apprend aussi que pour la collecte des eaux usées, une commune avait pris de l'avance en construisant son réseau et en créant sa station d'épuration (la commune de Penta di Casinca, sur le hameau de Folelli). Cinq communes s'associent en SIVOM (syndicat intercommunal à vocation multiple) pour organiser la collecte des déchets (Penta di Casinca en fait partie). Le système qui prévalait à l'époque était la collecte des ordures par une entreprise qui les entreposait sur un terrain privé moyennant rétribution par trois communes. Le SIVOM est donc apparu comme le premier signe d'une volonté d'organiser une certaine solidarité entre les communes sur ce dossier. Un maire remarque sobrement : « on a créé le SIVOM à cause des déchets ».

Les choses s'accélérent en 1995 lorsque le syndicat mixte décide, sous l'impulsion du maire de Vescovato, d'engager une politique volontariste pour structurer un réseau d'assainissement. Le budget est élaboré uniquement sur cette mission. Une étude est réalisée qui permet de construire une station d'épuration en 2000 et de la mettre en fonctionnement en 2003. Les recettes du budget proviennent seulement d'une taxe additionnelle. Rapidement, le budget est multiplié par trois, ce qui ne manque d'inquiéter les communes membres. En 2002, le passage en communauté de communes accélère le processus avec l'intégration des deux petites communes (Loreto et Porri) qui restaient jusqu'alors tenues à l'écart du SIVOM. Toutes les communes du canton sont dorénavant ensemble, avec des compétences centrées sur des missions techniques et quelques compétences optionnelles (dont les équipements culturels et sportifs) « pour faire comme tout le monde ». Mais le partage de la taxe professionnelle n'est pas à l'ordre du jour. Le traumatisme de la compétition sur la localisation du collège est toujours dans les esprits, et le dynamisme de Folelli irrite encore les autres villages « historiques ».

Pourtant, c'est durant cette période que se produit le premier virage culturel de l'intercommunalité casincaise. En 2001, le maire de Vescovato décide de confier la présidence de la future communauté de communes à son premier adjoint. Ce dernier est fonctionnaire à la DDE, il est féru de culture et dès l'adoption des nouveaux statuts, il décide de recruter un secrétaire général muni de diplômes en management et en communication. La décision intervient malgré l'avis mitigé de plusieurs maires, et elle surprend à plus d'un titre : le suivi administratif du SIVOM était traditionnellement confié au secrétaire de mairie de Vescovato, et plusieurs candidats locaux étaient sur les rangs pour diriger la nouvelle communauté de communes. Mais le nouveau président recrute hors des cercles locaux un *pinzutu* (non natif de l'île), très qualifié en termes de diplômes. Il lui demande d'emblée d'aller au-delà du simple traitement technique des dossiers d'assainissement et de collecte des déchets. Ce dernier constate alors rapidement qu'il n'aura ni le temps ni les moyens de cette ambition. Il s'emploie essentiellement, avec le soutien actif de son président, à relever les défis administratifs et financiers sur l'assainissement et la collecte des déchets. Deux entreprises ont fait défaut en cours de route et il a fallu mobiliser des fonds européens exceptionnels.

Parallèlement cependant, le nouveau directeur s'attache discrètement à sensibiliser les élus sur les dossiers d'aménagement du territoire de la Casinca. Le ver est dans le fruit ! La communauté de communes instruit des dossiers pour mettre à l'étude plusieurs projets

d'intérêt communautaire : la construction d'un centre nautique, des initiatives de promotion des artistes locaux, la réalisation d'un sentier patrimonial reliant les chapelles des villages, une exposition autour de l'église de Saint Pancrace... La période est propice à ce type de projets : le Conseil Général de la Haute Corse a engagé au début des années 2000 une série de diagnostics territoriaux (via l'agence Haute Corse Développement). L'objectif est de dynamiser l'intercommunalité dans le département, avec une territorialisation progressive de ses interventions à l'échelle de grands territoires qui font écho à ceux promus par l'Etat dans la loi Voynet de 1999. L'étude départementale réalisée sur la Casinca, confiée à un bureau d'étude, n'a débouché que sur une compilation de projets communaux. Cependant, sa réalisation marque l'entrée pour la première fois de la Casinca dans une véritable stratégie de développement local. La communauté de communes a certes été créée pour gérer « les emmerdements sur tous les problèmes techniques » (entretien). Mais elle parvient aussi, grâce à ces projets d'études, à s'inviter dans des *tournois* plus substantiels, ceux qui agitent le microcosme départemental sur l'avenir de la Costa Verde (la région dynamique qui jouxte la Casinca sur la côte orientale) et sur la configuration de la « Castagniccia Mare e Monti » (un pays qui engloberait plusieurs établissements publics de coopération intercommunale)...

B. L'IMPOSSIBLE DÉLIMITATION DU PAYS

La question des « pays Voynet » a été tardivement abordée en Corse. En Haute-Corse, ce sont les territoires de la Balagne (sur la côte occidentale de l'île) et du Cap Corse (à son extrémité) qui ont su les premiers mobiliser de l'expertise et des moyens pour envisager les politiques publiques à cette échelle d'intervention. Ces deux territoires ont engagé un étroit partenariat avec le Conseil Général (département) et avec la Collectivité Territoriale (région) afin d'anticiper au maximum les visées départementales et les choix d'orientation en matière de développement touristique et d'aménagement du territoire. Au sud de Bastia, la question du « pays » est immédiatement apparue problématique pour les maires concernés. Le premier territoire qui a manifesté son intérêt pour un projet de préfiguration fut la Costa Verde, au sud de la Casinca. L'extrême vitalité socio-démographique et l'essor de la stratégie touristique de cette région ont placé sa communauté de communes en leader naturel d'une dynamique de pays. Et les liens politiques avec l'exécutif départemental (le président de la Costa Verde est vice-président du Conseil Général) ont rendu le dossier éminemment stratégique.

Dès le début des années 2000 se pose alors abruptement, et de façon quasi-insoluble, la question de la délimitation et de la dénomination de ce pays. En Casinca, il est hors de question de s'allier à ce puissant voisin sans obtenir l'assurance qu'aucune visée hégémonique ne sera possible. Pour les interlocuteurs, les dangers encourus par la création d'un « pays Voynet » sont évidents. Les élus déplorent d'abord que le seuil démographique des 20 000 habitants ne soit pas négociable auprès des représentants de l'Etat alors que « la Casinca est une entité en soi » (entretien) dont le passé patrimonial plaide pour un traitement à part. Le « pays » est vécu comme une menace directe pour le devenir de la Casinca : « Si on entre dans le pays, on n'est plus rien, c'est évident » (entretien). Plusieurs interlocuteurs s'insurgent en passant contre la politique de territorialisation départementale et le fait qu'elle soit « pilotée par la Costa Verde » (entretien). Des interlocuteurs rapportent que les premiers projets du département avaient purement et simplement découpé la Casinca en deux pour favoriser la création d'un « pays Costa Verde ». On croit savoir qu'un projet de découpage allait même jusqu'à Corte...

En Casinca, le seul diagnostic discordant provient, ce qui n'est pas vraiment une surprise, de la commune de Penta di Casinca. Un interlocuteur souligne ainsi que le projet de pays est « inéluctable et salutaire parce que l'avenir de la Casinca n'est plus dans sa communauté de communes. (...) Le temps est venu de penser à une échelle plus vaste. Folelli deviendra naturellement la capitale de ce pays, une capitale à la fois économique, géographique et démographique. Il ne faut pas oublier que c'est un passage obligé pour toute la Castagniccia » (entretien). Ce témoignage pose frontalement la question de la fragile unité politique de la Casinca : il n'y a qu'à Penta que le projet de pays sur la Castagniccia est

moins perçu comme une menace que comme un changement « salubre ». Le poumon urbain de la Casinca (Folelli) y voit une opportunité et un levier d'action publique, alors que les autres villages de montagne y décèlent surtout un piège politique et une perte d'identité.

Mais d'où vient l'appellation « Castagniccia » ? Cette région est présentée dans certains prospectus comme « le carrefour des hommes et de la terre ». C'est un territoire connu en Corse, situé au Centre-Est de l'île et qui tire son nom du châtaignier, *castagnu* en corse, arbre omniprésent dans la région. C'est aussi un vaste territoire au patrimoine religieux tout à fait exceptionnel regroupant 13 pièves (plan ci-contre). La région a connu au XIX^{ème} siècle la plus forte densité de population en Corse malgré son accès difficile. Ses villages possèdent des églises baroques tout à fait remarquables. On apprend même que la Castagniccia a son Atlantide, le site d'Accia, avec une ville sans doute imaginaire située près du Col de Prato, sur un diocèse créé de toutes pièces à la frontière de deux pouvoirs (Pise et Gènes) et de deux pièves (www.castagniccia.net/).



Retour aux joutes contemporaines : au terme de négociations tendues entre les communautés de communes de Costa Verde et de Casinca, une association de préfiguration de pays est officiellement adoptée en 2006 sous l'appellation « Castagniccia Mare e Monti » (*Mare e Monti* étant aussi le nom d'un célèbre sentier qui traverse la Corse). Son périmètre regroupe cinq intercommunalités existantes (les communautés de communes de Costa Verde et de Casinca et trois SIVOM de Castagniccia). L'association désigne pour premier président le leader politique de la Costa Verde (le conseiller général et président de la communauté de communes de Costa Verde) et nomme comme vice-présidents les présidents des autres structures intercommunales.

Cet épilogue, assurément provisoire, permet de tirer deux enseignements : le premier sur la « solidarité » issue des tournois de l'intercommunalité et le second sur la place des enjeux culturels dans cette micro-région.

Premièrement, il apparaît que la question de la solidarité intercommunale découle explicitement d'une équation politique, d'un style de leadership. En Casinca, c'est sur des objets techniques (les déchets et l'assainissement) que la coopération a été rendue possible. La solidarité fut alors pensée *a minima*, c'est-à-dire sans aborder frontalement l'hypothèse d'une taxe professionnelle communautaire. Elle s'est accompagnée d'une absence assumée de leadership communautaire : le président est un « technicien », il n'est pas maire, il refuse l'hypothèse de donner de la souveraineté à la structure, et le conseiller général est un simple conseiller communautaire. En Costa Verde au contraire, l'intercommunalité s'est d'abord constituée sur des objectifs de développement et des valeurs d'excellence, avec un fort engagement politique, un plaidoyer pour le développement touristique et une volonté de maîtrise des sols. Les dossiers techniques (et les moyens à affecter) n'ont été envisagés que dans une seconde étape plus technique et en étroite relation avec les orientations stratégiques. La dynamique est portée à l'origine par un élu charismatique cumulant plusieurs mandats stratégiques et apparaissant très influent dans les réseaux du Conseil Général et de la Collectivité Territoriale. Enfin, l'association de préfiguration « Castagniccia Mare e Monti » esquisse le modèle d'une solidarité qui ne serait pour l'instant ni technique ni politique mais plutôt instrumentale. Elle permet d'afficher auprès des partenaires et des financeurs (le département de la Haute Corse, la Collectivité Territoriale de Corse, les services de l'Etat, l'Union européenne) une intention de solidarité fonctionnelle : le pays est

l'arène officielle dans laquelle les intercommunalités de premier niveau énoncent leurs intérêts communs.

Deuxièmement, les enjeux culturels qui accompagnent ces trois dynamiques intercommunales revèlent une étonnante fresque impressionniste. La première couche est indéniablement patrimoniale et géographique : l'intercommunalité n'est dicible que sur des périmètres correspondant à une réalité « historique ». La Casinca, la Costa Verde et la Castagniccia véhiculent, par leur seule appellation, une densité signifiante et une symbolique territoriale des plus prégnantes. Mais dans le même temps, et ce sera la deuxième couche, cette identité ne va pas de soi sur le plan politique. Chaque configuration territoriale possède sa propre culture politique. Le leadership apparaît morcelé (le centre de gravité du pouvoir restant souvent communal) et différencié (chaque intercommunalité adoptant son style de coopération et de solidarité). Une troisième couche s'esquisse enfin avec les politiques contemporaines de « territorialisation » impulsées aux échelons départemental et régional : la délimitation et l'appellation du « pays » esquissent de nouvelles priorités collectives en matière d'aménagement, de protection de l'environnement et de développement économique. Les diagnostics publics quittent les conseils municipaux et les conseils communautaires pour se situer dans des arènes plus vastes et moins bien balisées. L'évolution inquiète logiquement les acteurs qui se sentent moins bien armés pour ces joutes d'un genre nouveau. Mais elle permet aussi l'apparition de nouveaux acteurs et de nouveaux problèmes collectifs. Dans ces tournois inédits, la culture, loin d'être marginalisée, devient un point d'achoppement ou de cristallisation pour les intérêts en présence.

3. CULTURE, RÉCITS ET BIEN COMMUN

Contrairement aux villes, les communes rurales et les bourgs affichent rarement le secteur culturel comme un domaine d'intervention où la légitimité proviendrait de l'originalité d'une programmation, du rayonnement d'équipements structurants et de filières d'excellence. En revanche, la culture est souvent convoquée autour de valeurs et de repères qui sont vécus comme spécifiques aux territoires étudiés. A cet égard, les récits sur la culture en Casinca mobilisent un double registre discursif : d'un côté la panne de sens sur les grands dossiers intercommunaux (que ce soit sur l'urbanisation de la plaine et sur le tourisme balnéaire), de l'autre la conviction que le développement local n'est viable à terme que s'il est porteur d'une équation identitaire (que ce soit sur le patrimoine historique ou sur le tourisme culturel). C'est sur cette équation (pour l'instant non résolue) que se cristallise, paradoxalement, la quête identitaire des six villages casincais.

A. UNE ROUTE NATIONALE ET DES TOURISTES

Retour sur le décors intercommunal de notre terrain d'étude : la communauté de communes de Casinca est positionnée juste à côté de Bastia, une agglomération urbaine possédant un site portuaire de première importance, « le plus fréquenté en France après Marseille » (entretien). Elle se situe aussi à quelques minutes seulement d'un aéroport international (Poretta) et à la jonction d'une route nationale (la RN 193) qui dessert les deux villes-phare de Corte et d'Ajaccio. La Casinca est bordée, côté *Mare*, « d'une des plus longues et des plus sauvages plages de sable de la côte orientale » (entretien), et côté *Monti*, de villages perchés au patrimoine architectural et religieux exceptionnel. Elle possède une importante zone communale d'entreprises le long de la RN 189. Et elle connaît depuis vingt ans un développement résidentiel et commercial sans précédent le long de cette route nationale, route qui est asphyxiée, chaque été, par le passage de plusieurs milliers de touristes.

Cette situation géographique et sociodémographique lui donne objectivement des responsabilités considérables en matière d'aménagement du territoire et de gestion des services publics. Elle impose aussi de solides ambitions de développement durable : les

responsables de son cœur urbain, le hameau de Folelli, regrette encore d'avoir manqué le label « pôle d'excellence rurale » décerné par la DIACT (l'ex-DATAR) suite à un appel à projet annoncé fin 2005 par le ministère de l'Intérieur à l'échelon national. Les priorités d'action publique de ce territoire contrasté concernent en effet une palette très large de missions générales. Ces missions vont de la maîtrise de l'urbanisme au soutien aux entreprises en passant par la mise en valeur des ressources touristiques et par la protection de l'environnement naturel et patrimonial. Pourtant, même si les compétences de la communauté de communes de Casinca touchent pour partie à ces missions, le personnel technique et administratif (six personnes) reste essentiellement mobilisé sur la gestion des déchets et l'assainissement. Et les dossiers culturels sont seulement traités pour l'instant en termes d'études ou de projets. Parallèlement, un modeste syndicat d'initiative (office du tourisme) fonctionne en bordure de la nationale, à Folelli, avec le soutien financier d'une seule commune (Penta di Casinca).

Pourquoi une telle discrétion intercommunale ? On trouve des réponses dans certains *sentiers de dépendance* présentés dans la première partie (la tension entre Penta di Casinca et les autres communes par exemple) et dans certains *tournois d'action publique* (la compétition avec la Costa Verde pour définir le périmètre du pays voulu par les collectivités départementale et régionale). Mais les diagnostics sur le déficit intercommunal pointent aussi, en creux, une donnée spécifiquement culturelle : la difficulté qu'éprouvent les élites politiques à traduire les mutations du territoire casinçais en priorités collectives mobilisatrices au-delà du seul cadre communal et des traditions locales. La route nationale (qui favorise la périurbanisation) et les touristes (qui affluent sur les plages) révèlent une panne de projet au sens presque existentiel du terme : personne ne parvient à transformer ces deux « problèmes » en « solutions » en rapport avec l'extraordinaire potentiel global de la Casinca. Les témoignages expriment clairement ce désarroi sur plusieurs registres : le tourisme balnéaire est toujours mis en avant pour les nuisances et les contraintes qu'il génère, les communes qui ne possèdent pas de foncier constructible le long de la nationale ne se projettent pas dans des défis d'urbanisation et d'accueil d'entreprises, les ressources patrimoniales des villages sont beaucoup plus perçues comme un héritage interne que comme une vitrine sur l'extérieur...

B. LES ÉCHELLES DE LA CULTURE

Ce bilan paradoxal permet de détailler, *in fine*, les initiatives explicitement culturelles qui sont sur l'agenda des collectivités locales. On peut schématiquement les répertorier en fonction de l'échelle territoriale à partir de laquelle elles sont formulées. A chaque niveau correspond en effet une appréhension différente : l'identité vivace des communes, l'identité fragile de la Casinca, l'identité à inventer de la Castagniccia...

Au niveau communal, ce sont des bâtiments qui mobilisent surtout les élus municipaux. A Castellare di Casinca, le site de Saint Pancrace est le monument-phare d'une histoire religieuse (un pèlerinage), d'une tradition rurale (la Foire) et de la promotion des artistes locaux (un lieu d'exposition). Dans le même esprit, cinq communes possèdent sur leur territoire un édifice religieux classé aux monuments historiques, édifice qu'elles entretiennent sans répit depuis plusieurs siècles. A Folelli, la commune construit un nouvel hôtel de ville avec un projet environnemental intégrant un jardin botanique et un parc public. La commune de Penta défend aussi un ambitieux projet de restauration d'une ancienne tannerie : transformer l'usine en médiathèque. Le montage financier du dossier, qui est assez complexe, est officiellement instruit à l'échelle de la Casinca mais c'est bien la commune qui le pilote. Ce projet bute sur un dilemme étonnant : la Collectivité Territoriale ne participera aux financements que si le bâtiment est classé aux monuments historiques. Or ce classement entraîne des contraintes urbanistiques très drastiques pour les constructions alentour, et la tannerie est au cœur de Folelli...

A l'échelon intercommunal de la Casinca, plusieurs micro-projets ont vu le jour ces dernières années. Le plus symbolique concerne la mise en place d'un sentier reliant les églises romanes de Casinca. Cette « ronde des chapelles » permet de rejoindre à pied

plusieurs villages perchés. La communauté de communes soutient aussi, depuis 2006, une exposition d'artistes locaux et un cycle de conférences sur le patrimoine religieux de la Casinca, avec le concours d'un archéologue intervenant au titre d'une association érudite, la FAGEC (Fédération d'Associations et Groupements pour les Etudes Corses), dont le siège est à Castellare. Dans les projets en cours de réalisation figure la création, par un artiste local, de deux portes monumentales sur la RN 189. Ces sculptures représenteront « des portes de forts sarrasins » (entretien) et symboliseront les entrées de la Casinca à ses deux extrémités pour les automobilistes. Un projet symbolique est aussi à l'étude afin de modifier l'appellation Casinca pour un label plus communicant, plus compétitif face à la dynamique « Costa Verde ». Dans les dossiers en cours d'instruction enfin figurent quatre projets plus ambitieux : la création d'un centre nautique, l'achat d'un moulin dans le village de Penta pour en faire un centre culturel, la réhabilitation d'une école en structure d'accueil petite enfance, et l'aménagement du littoral avec une signalétique touristique comparable à celle proposée en Costa Verde.

Et à l'échelon supracommunal du pays « Castagniccia Terra e Monti »?... Plusieurs interlocuteurs évoquent les dossiers « qui auraient pu » être défendu à cette échelle. Le plus controversé concerne la construction d'un centre nautique pour les jeunes Casinçais. Le projet d'étude sur la Casinca avait mis en évidence des coûts de fonctionnement tout à fait disproportionnés avec la capacité financière de la communauté de communes. Mais personne en Casinca ne souhaite pour autant que ce soit le pays qui défende le dossier, avec l'argument que la localisation de la piscine se ferait alors probablement sur un territoire voisin (soit la Costa Verde, soit la Marana côté Bastia). Même constat négatif pour la rénovation de l'ancienne tannerie : le pays n'est pas du tout prêt, pour l'instant, à faire office de « structure porteuse » (entretien).

En définitive, le rapide tour d'horizon sur les actions publiques engagées à l'échelle de la Casinca montre que le niveau communal est à la fois dynamique et autobloquant pour les initiatives communautaires. En matière culturelle, la liste des actions abouties est courte (la ronde des chapelles, des expositions et des conférences, des sculptures aux portes du territoire). La plupart des projets ambitieux provient de communes en particulier et paraît dans une impasse communautaire (une médiathèque, un centre culturel, une piscine, une signalétique touristique). Et le niveau du pays ne génère visiblement aucune initiative commune pour l'instant... La culture n'alimente les récits sur le « bien commun » qu'à la condition de rester cantonnée au registre identitaire (une histoire, un patrimoine, une collectivité humaine), sans parvenir à devenir communautaire (des intérêts partagés à l'échelon intercommunal).

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le voyage en Casinca permet de lister une série d'enseignements à visée contextuelle (la façon spécifique dont les acteurs appréhendent la question culturelle à l'échelon intercommunal) mais aussi à portée plus générale (ce que la Casinca nous dit sur l'évolution de la décentralisation et des politiques culturelles en France).

Côté contexte, la première partie consacrée aux *sentiers de dépendance* donne le ton du rapport : il n'a été possible de comprendre les enjeux contemporains qu'à la lumière d'un travail de décryptage sur la territorialité des institutions étudiées. La Casinca est marquée par une histoire chargée en symboles, en patrimoines et en événements identitaires. Les témoignages sur la controverse de la voie romaine, sur l'implantation des châteaux et sur le rayonnement de la Foire de Saint Pancrace illustrent cette densité historique qui colle apparemment aux frontières contemporaines de la communauté de communes. Mais ces fragments d'identité patrimoniale doivent composer avec une histoire récente moins consensuelle et plus contrastée. Si l'on repère facilement la tension générée par une commune en pleine expansion (avec les deux événements de l'élection du conseiller général et de la localisation d'un collège), d'autres équations identitaires paraissent beaucoup plus souterraines. Comment intégrer les trajectoires des grandes familles politiques qui sont implantées en Casinca, sur la Costa Verde et dans la région bastiaise ? Le décès brutal du

leader de la Costa Verde (en juin 2007) va-t-il bouleverser les équilibres locaux ? La Collectivité Territoriale pèse-t-elle sur les choix d'aménagement en Haute-Corse ? Quid des revendications de type nationaliste qui s'expriment parfois aux élections municipales ? Le plasticage de la Perception au début des années 80 a-t-il interféré avec les débats sur le devenir de la communauté casincaise ? Comment intégrer la solide controverse scientifique qui oppose depuis quelques années des archéologues sur l'arrivée du christianisme en Corse, avec des répercussions sur les recrutements au CNRS et sur les méthodologies d'enquête dans certains sites de la côte orientale ? Pourquoi le tourisme reste-t-il en friche sur ce territoire et triomphant sur la côte voisine ? Toutes ces questions peuvent paraître hors sujet. Et pourtant... Les deuxième et troisième parties montrent combien les politiques intercommunales s'alimentent de cette complexité, ou, pour être plus précis, comment des blocages surgissent chaque fois que l'identité patrimoniale doit être reformulée de façon plus communautaire, plus politique, plus stratégique aussi. Il y a dans les fondations communales de l'histoire casincaise une série d'empreintes culturelles qui pèsent sur le style des politiques publiques engagées, qu'elles soient mises en œuvre sur des objectifs d'aménagement du territoire, de développement économique ou de protection de l'environnement. La Casinca illustre un tournant imminent et impossible, évident et indicible : le changement d'échelle du municipal à l'intercommunal reste suspendu à des sentiers de dépendance qui paraissent plus territoriaux et politiques que techniques et professionnalisés, plus substantiels que procéduraux. La constitution du pays Castagniccia Mare e Monti mixe tous les ingrédients de ce puissant paradoxe.

Constat qui nous entraîne à énoncer aussi quelques enseignements à portée plus générale : les interventions intercommunales en faveur de la culture dépendent d'une équation subtile entre les sentiers, les tournois et les récits de l'action publique. Dans tous les territoires ruraux, la définition de l'intérêt communautaire passe par l'articulation de valeurs et d'intérêts sur un même socle discursif. Le *pays* n'existe sur le plan politico-administratif et comptable que lorsqu'il devient récit, c'est-à-dire lorsqu'il parvient à exprimer une vision du monde partagée, avec des événements fondateurs, des rapports de pouvoir, un leadership (qu'il soit autoritaire ou collégial), des projets exemplaires et la menace d'un scénario catastrophe. Il n'y a par exemple pas qu'en Casinca que se pose avec acuité la question symbolique des œuvres monumentales qui balisent le territoire (des portes, un hôtel de ville, des édifices anciens, une signalétique, un label, un centre culturel, une piscine...). Et c'est sans doute à ce stade que les « acteurs culturels » peuvent se retrouver au cœur du travail de médiation pour donner du sens à la « territorialisation » des politiques publiques, pour énoncer les principes du bien commun en matière d'aménagement, de développement ou de solidarité. La quête d'identité communautaire est un long chemin dont la culture, et ses hérauts, peuvent visiblement tenir le rôle de passeurs. De village en village certes si l'on pense aux premières initiatives culturelles en Casinca. Mais aussi entre *Mare e Monti*, entre ville et campagne, entre péri et rurbanité... Sur ces défis nouveaux, laissons le mot de la fin à l'un de nos interlocuteurs : « Vous savez, les élus sentent une transformation du substrat social. Et sans la culture, on est foutu ! ».

ANNEXE 1 : FICHE TECHNIQUE

La communauté de communes de Casinca a été créée le 17 septembre 2002, dans le prolongement du SIVOM des communes du canton de Vescovato. Elle couvre une population de 7500 habitants (recensement de 1999). Les communes qui la composent sont les suivantes : Castellare di Casinca (500 habitants), Loreto di Casinca (250), Penta di Casinca (2500), Porri (50), Sorbo-Ocagnano (750), Venzolasca (1350) et Vescovato (2300).

Les compétences de la communauté de communes sont nombreuses dans les textes puisque, outre les compétences obligatoires (aménagement de l'espace, développement économique, tourisme), elle a pris trois compétences optionnelles (assainissement-déchets ménagers, logement, équipements culturels, sportifs et scolaires d'intérêt communautaire) et deux compétences facultatives (enfance, nouvelles technologies de l'information et de la communication). La structure est composée de 15 délégués. Elle salarie 6 personnes (3 administratifs et 3 opérationnels). En 2006, son budget annuel était de 1,7 Millions d'euros en fonctionnement et 1,3 Millions d'euros en investissement.

Dans les faits, la communauté de communes de Casinca est essentiellement missionnée depuis 2002 d'une part sur l'assainissement et d'autre part sur la collecte des ordures ménagères et la gestion d'une déchetterie située dans la zone artisanale de Folelli. A partir de 2004 cependant, elle est associée au projet de création du futur Pays Castagniccia Mare e Monti. Dans ce cadre, elle a développé des projets pour l'aménagement des plages, la construction d'un bassin de natation et une nouvelle signalétique du territoire. Depuis 2006, elle cofinance des études dans le cadre d'un contrat d'intervention intercommunale avec le conseil général de la Haute-Corse (accueil petite enfance, tourisme, sentiers, patrimoine...).

ANNEXE 2 : MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE

L'enquête de terrain s'est déroulée en mars et avril 2007. Six entretiens (liste ci-dessous) ont été réalisés dans les communes étudiées et à Bastia. D'une durée oscillant entre 90 et 120 minutes, ils ont porté sur la représentation que les acteurs rencontrés se faisaient de la place de la culture en Casinca. La liste a été établie après un premier entretien avec le directeur de la communauté de communes de Casinca. Parallèlement, une série de visites a été réalisée sur les différents sites culturels de la région. Enfin, une revue de presse sur le quotidien Corse Matin a été engagée, ainsi que la lecture de la « littérature grise » produite par les collectivités locales (communes, communauté de communes, Conseil Général, Collectivité Territoriale).

Liste des personnes rencontrées (nom, fonction et date de la rencontre)

Xavier Wojtaszak, secrétaire général de la communauté de communes de Casinca (le 05/04/07)

Joseph Giansily, président de la communauté de communes de Casinca, 1^{er} adjoint de Vescato (le 06/04/07)

Eugène Bettelani, 1^{er} vice-président de la communauté de communes de Casinca, maire de Castellare di Casinca (le 06/04/07)

Stéphane Orsini, salarié de la FAGEC (Fédération d'Associations et Groupements pour les Etudes Corses) (le 07/04/05)

Gabrielle Baldassari, chargée de mission culturelle de Penta di Casinca (le 02/05/07)

Joseph Castelli, maire de Penta di Casinca, conseiller général du canton de Vescovato, délégué communautaire (le 02/05/07)

Références bibliographiques (sur les orientations théoriques adoptées)

Faure A., Leresche J.P., Muller P., Nahrath S., 2007, *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*, Paris, L'Harmattan, 320 p.

Lascoumes P., Le Bourhis J.P., 1998, "Le bien commun comme construit territorial, identités d'action et procédures", *Politix*, n° 42, p. 37-66

Pierson P., juin 2000, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, vol. 94, n°2

Radaelli C., 2000, « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue Française de Science Politique*, vol 50, n°2, avril, p. 255-275